

AVERTISSEMENT

[Point de Bascule](#) n'endosse pas le contenu de ce document. Il est archivé sur ce site uniquement à des fins de référence.

WARNING

[Point de Bascule](#) does not endorse the content of this document. It is archived on this website strictly for reference purposes.

La ministre Diane de Courcy discute d'immigration avec plusieurs souverainistes d'origine maghrébine

Adresse originale : <http://en.calameo.com/read/001713607b75c1c2ed9ca>

Auteur : Mustapha Chelfi

Référence : Alfa, mars 2013, p. 23

Titre original : Les enjeux de l'immigration

L'article porte sur la journée Les enjeux de l'immigration qui s'est tenue à Montréal le 16 février 2013.

Parmi les participants à cette journée, on note les personnalités suivantes :

Diane de Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles
Haroun Bouazzi, président de l'Association des musulmans et des arabes pour la laïcité
Farida Sam, immigrante originaire d'Algérie arrivée au Canada en juillet 2012
Sherif Houhou, médecin et membre du Parti Québécois dans l'Acadie
Hamida Brahimi, doctorante à l'Université de Montréal
Farid Salem, candidat du Bloc Québécois dans Saint-Léonard-Saint-Michel en 2008
Naima Mimoune, candidate du Parti Québécois dans Viau en 2007
Kamel El Batal, candidate du Parti Québécois dans Jeanne-Mance-Viger en 2007
Djemila Benhabib, candidate du Parti Québécois dans Trois-Rivières en 2012
Rachid Bandou, candidat du Parti Québécois dans l'Acadie en 2012

Les enjeux de l'immigration

Le travail, la francisation des immigrants, l'installation en région avec, en arrière-plan, la souveraineté.

La question, fort simple, est récurrente dans tous les débats, sous tous les gouvernements, libéral ou péquiste soit-il. Elle se formule en une phrase, abrupte, sans détour : « Quelles mesures devraient être mises en place pour favoriser l'intégration des personnes immigrantes? » Cette question, et d'autres, faisait partie de la journée Les Enjeux de l'Immigration tenue le 16 février dernier au Centre Scalabrini, rue Sauriol Est. Plusieurs autres questions ont été débattues lors de cette journée qui a vu la présence de Diane de Courcy, ministre de l'Immigration et des Communautés Culturelles (MICC). Tous les ans, le Québec accueille 50 000 nouveaux immigrants de tous les horizons.

Un pas en avant

Des immigrants dont la première préoccupation est de se trouver un emploi. C'est là que le bat blesse. Haroun Bouazzi, président d'Amal Québec (Association des Musulmans et des Arabes pour la Laïcité au Québec), arrivé depuis treize ans au Québec, a dressé immédiatement le décor d'une «stigmatisation», rappelé l'épouvantable 30% de taux de chômage qui délite la communauté nord-africaine et posé les conditions d'un pas en avant : « Il est important qu'il y ait une reconnaissance de la part de la société québécoise de cette discrimination. Cela ouvrirait la voie à une deuxième étape qui serait la mise en place de mécan-

ismes à même de renverser cette tendance ». Cadre dans une institution financière, ingénieur de Polytechnique Montréal, s'est souvenu, qu'au lendemain du 11 septembre 2001, alors qu'il était invité à un party, des amis, bien intentionnés, lui ont demandé s'il n'était pas plus indiqué qu'il se rase son collier, pourtant élégamment taillé, car il ressemblait à un «terroriste».

Au même atelier, Farida Sam, arrivée d'Algérie, en juillet dernier, a révélé qu'elle avait accepté de se-sous qualifier dans son CV pour avoir du travail : « Sans succès ». Les ateliers avaient attiré de nombreux Algériens avec ou sans coloration partisane. La question de l'emploi, lancinante, est revenue et rejoint celle de la langue au travail : « Est-il normal qu'on exige la maîtrise de l'anglais dans une province francophone? ». Sherif Houhou, médecin d'origine algérienne, n'en pense pas moins. Membre du PQ, circonscription de l'Acadie, il a fait le ménage dans sa tête : « On exige l'anglais pour accéder au travail. Or nous sommes dans une province francophone. Pour régler le problème, il faut que le Québec soit souverain pour qu'ils puissent résoudre cette question ». Diane de Courcy, lors d'une intervention au

micro, a clairement rappelé que « Montréal ne peut pas accueillir 50 000 nouveaux immigrants tous les ans ». L'une des pistes envisagées pour décongestionner la métropole serait l'installation des immigrants en région. Hamida Brahimi, doctorante à l'UdM, a rappelé une sérieuse entrave à cette initiative : « Les immigrants n'ont aucune information sur leur éventuelle installation en région ». D'un côté, Montréal surencombré, de l'autre des régions désertées.

De plus en plus d'immigrants sont sensibles désormais à l'argumentaire souverainiste

Impact énorme

Le PQ, qui s'inscrit, à plus ou moins long terme, dans la perspective de la souveraineté de la Belle Province, cherche à capter le vote des immigrants. Jacques Parizeau, Premier ministre, après l'échec du référendum de 1995, en a attribué les causes à l'argent et au vote ethnique. Une déclaration jugée politiquement incorrecte de la part d'un personnage politique réputé exprimer tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Les lignes ont bougé depuis. De plus en plus d'immigrants sont sensibles désormais à l'argumentaire souverainiste. Farid Salem, qui se présente comme un Québécois d'origine algérienne et non comme un Algérien installé au Québec, s'est présenté, sous la bannière du

Bloc Québécois et dans la circonscription de Saint-Léonard, aux élections fédérales législatives de 2008. En 2007 Naima Mimoune était candidate du PQ pour la circonscription de Viau tandis que Kamel El Batal se présentait dans Jeanne-Mance-Viger. En 2012, Djemila Benhabib et Rachid Bandou, présent dans un des ateliers, se présentaient pour le PQ, à, respectivement, Trois-Rivières et Montréal, circonscription de l'Acadie. La prise du pouvoir par le PQ a permis, pour Pauline Marois, Premier ministre, de reformuler le questionnement autour de l'immigration. Le français devrait-il devenir un « critère de sélection plus important qu'actuellement? ». Une autre question, plus existentielle : « Comment penser l'intégration des immigrants dans un Québec souverain? ». Les enjeux de l'immigration sont multiples et leur impact potentiellement énorme sur l'avenir d'une province qui recherche sa souveraineté depuis le premier référendum de 1980. Si les immigrants font l'objet de nombreuses études, il n'y en a aucune qui puisse se targuer d'avoir pu sonder leurs cœurs et leurs reins. Dans l'isolement, l'immigrant qui vote le fait-il toujours en toute connaissance de cause?

Mustapha Chelfi